



CONSEIL MUNICIPAL DU 15 MARS 2018
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Question n° 06

Objet : Lancement de la modification du Plan local d'urbanisme

Le jeudi 15 mars 2018, à 21 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Montmagny, 10 rue du 11 Novembre 1918, en séance ordinaire, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire le 09 mars 2018, conformément aux articles L.2121-10 et 12 du Code général des collectivités territoriales.

Etaient présents :

Patrick FLOQUET, Maire,
François ROSE, Fabienne PINEL, Luc-Éric KRIEF, Karine FARGES, Jean-François BELLEC, Seddik ALOUACHE, Bakhta MAÏCHE, Jean-Pierre YETNA, Mourad AZZI, Jacqueline TRIVEILLOT, Mireille BENATTAR, Régine PINERA, Bernard MASSOT, Albert BLONDEL, Jean-Luc LEROY, Marie-Noëlle CHARTIER-FLOTTERER, Yvette JEFFROY, Jan-Michaël KRIEF, Mylène FORELLI, El-Hanafi BELHADJ, Belkacem CHIKH, Franck CAPMARTY.

Etait absent et avait donné pouvoir :

Aaron ATTIAS à Patrick FLOQUET.

Etaient absents :

Aline CONSTANTIN, Carole VINCENT, Karima DJERRAR, Samia BOUYAHMED, Amel CHARIKH, Alain BOCCARA, René TAÏEB, Didier BOISSEAU.

Nombre de membres en exercice :	32
Nombre de présents :	23
Nombre de pouvoirs :	01
Nombre de votants :	24

Patrick FLOQUET, Maire, ouvre la séance à 21 heures.

Belkacem CHIKH, est nommé Secrétaire de séance à l'unanimité.

Patrick FLOQUET constate le quorum après l'appel nominal.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20180315-DEL-20181503-06
-DE
Date de télétransmission : 16/03/2018
Date de réception préfecture : 16/03/2018

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code d'urbanisme, notamment les articles L. 153-37 ;

Vu le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 décembre 2006, modifié à plusieurs reprises (le 20 décembre 2007, le 5 novembre 2009, le 28 juin 2012) et a fait l'objet d'une révision simplifiée (le 28 novembre 2013). Le PLU a par ailleurs été mis à jour le 3 janvier 2017 pour tenir compte du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique du 20 juin 2016 ;

Considérant que la ville de Montmagny a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 21 décembre 2006 qui a été modifié à plusieurs reprises (le 20 décembre 2007, le 5 novembre 2009, le 28 juin 2012) et a fait l'objet d'une révision simplifiée (le 28 novembre 2013). Le PLU a par ailleurs été mis à jour le 3 janvier 2017 pour tenir compte du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique du 20 juin 2016 ;

Considérant que le secteur sud de la commune a augmenté son attractivité avec l'arrivée de la nouvelle gare du TRAM 11, de la création de la pépinière d'entreprises et de locaux artisanaux ainsi que de l'investissement privé qui a permis de moderniser un certain nombre d'entreprises du Parc Technologique de Montmagny ;

Considérant que la Communauté d'agglomération Plaine Vallée (CAPV) a continué ses efforts et veut poursuivre le développement du Parc Technologique. Elle a sollicité la ville, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, pour modifier ses règles d'urbanisme ;

Considérant que la modification principale proposée consiste à renforcer la constructibilité du secteur Ulb (situé exclusivement sur une partie du Parc Technologique) afin de faciliter l'implantation d'une activité économique diversifiée et qualitative, en augmentant marginalement la hauteur des constructions autorisées de 12 mètres à 14 mètres, en diminuant les contraintes pesant sur le stationnement et en supprimant la nécessité de planter un arbre de haute tige pour 4 places de stationnement (exigence qui rend la constructibilité des parkings difficile et des parkings souterrains presque impossible). Les commerces pourront être autorisés, sous réserve de la compatibilité avec les caractéristiques du réseau viaire du secteur ;

Considérant que la ville souhaite aussi faire évoluer le Règlement du PLU pour tenir compte de nombreuses demandes d'habitants ;

Considérant que la modification consiste en conséquence à simplifier les règles concernant les clôtures de la zone UK, qui impose pour le moment des contraintes spécifiques par secteur géographique. Il est proposé de mettre les mêmes règles que celles de la zone UG et de faire passer la hauteur maximale des clôtures de 1,80 m à 2 m sur les zones UK et UG ;

Considérant que la modification permettra en outre de corriger une maladresse de formulation concernant la zone UCv. L'article UC11 impose des règles spécifiques au secteur UCV :

- *Logements collectifs de moins de deux pièces : 1,2 place par logement dont une au moins sous forme de garage construit.*
- *Logements collectifs de plus de deux pièces : 1,5 place par logement dont une au moins sous forme de garage construit.*

Accusé de réception en préfecture 095-219504271-20180315-DEL-20181503-06 -DE Date de télétransmission : 16/03/2018 Date de réception préfecture : 16/03/2018
--

Considérant que cette formulation ne précise pas clairement le nombre de stationnement exigé pour les logements de 2 pièces. Il sera donc plus simplement écrit :

- *Logements collectifs de une ou deux pièces : 1,2 place par logement dont une au moins sous forme de garage construit.*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité, par 22 voix pour, 1 voix contre (Franck CAPMARTY) et 1 abstention (Belkacem CHIKH),

- **LANCE** une modification du Plan local d'urbanisme, sur le secteur du Parc Technologique de Montmagny (zone UIb) et sur les zones (UK et UG), conformément à la note explicative du règlement du PLU jointe en annexe ;

- **PRECISE** que la concertation prendra la forme suivante :

- mise à disposition du public au service Aménagement, Cadre de Ville, des principaux documents relatifs à la modification du PLU et d'un registre de concertation, jusqu'à l'arrêt du dossier de PLU,
- enquête publique pendant une durée d'un mois ;
-

- **DIT** que la présente délibération sera notamment notifiée :

- au Préfet,
- aux Présidents du Conseil régional et du Conseil départemental du Val d'Oise et du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis,
- au Président de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée (CAPV),
- au représentant du Syndicat des Transports d'Ile-de-France,
- aux Présidents des trois chambres consulaires,
- au Président de l'établissement Ile-de-France Mobilité,
- au Président de la Communauté d'Agglomération Plaine Commune,
- aux communes avoisinantes ;

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une publication dans un journal régional et d'une publication au recueil des actes administratifs.

- **CHARGE** Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Montmagny, le 15 mars 2018
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,


Patrick Floquet

Acte Certifié Exécutoire

Reçu en sous-Préfecture le 16/03/2018
Publié le 19/03/2018
Notifié le 16/03/2018

Montmagny, le 16/03/2018
Le Maire,



Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20180315-DEL-20181503-06
-DE
Date de télétransmission : 16/03/2018
Date de réception préfecture : 16/03/2018



CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2018
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Question n° 05

Objet : Approbation de la modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme

Le jeudi 13 décembre 2018, à 21 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis à l'Espace Jean-François VILLEMANT, 22 rue de Villetaneuse, en séance ordinaire, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire le 6 décembre 2018, conformément aux articles L.2121-10 et 12 du Code général des collectivités territoriales.

Etaient présents :

Patrick FLOQUET, Maire,
François ROSE, Fabienne PINEL, Luc-Éric KRIEF, Karine FARGES, Jean-François BELLEC, Bakhta MAÏCHE, Jean-Pierre YETNA, Mourad AZZI, Jacqueline TRIVEILLOT, Mireille BENATTAR, Régine PINERA, Bernard MASSOT, Albert BLONDEL, Jean-Luc LEROY, Marie-Noëlle CHARTIER-FLOTTERER, Yvette JEFFROY, Samia BOUYAHMED, Belkacem CHIKH, Franck CAPMARTY, Laurence MORISSET.

Etaient absents et avaient donné pouvoir :

Jan-Michaël KRIEF, à Luc-Éric KRIEF ;
Aaron ATTIAS à Patrick FLOQUET ;
Mylène FORELLI à Yvette JEFFROY.

Etaient absents :

Seddik ALOUACHE, Aline CONSTANTIN, Carole VINCENT, El-Hanafi BELHADJ, Karima DJERRAR, René TAÏEB, Amel CHARIKH, Didier BOISSEAU, Alain BOCCARA.

Nombre de membres en exercice :	33
Nombre de présents :	21
Nombre de pouvoirs :	03
Nombre de votants :	24

Patrick FLOQUET, Maire, ouvre la séance à 21 heures.

Luc-Éric KRIEF, est nommé Secrétaire de séance à l'unanimité.

Patrick FLOQUET constate le quorum après l'appel nominal.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20181214-DEL201812135-
DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° D/2018/15.03/06 du 15 mars 2018 prescrivant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu l'arrêté du Maire n° AR/URBA/2018/02 en date du 6 août 2018 soumettant à enquête publique le projet de modification n°5 du PLU, laquelle s'est déroulée du 03 septembre au 02 octobre 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 22 octobre 2018 ;

Vu l'avis favorable du Syndicat des eaux d'Île-de-France en date du 29 août 2018 ;

Vu l'avis favorable avec recommandation du Conseil Départemental du Val d'Oise en date du 14 août 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val d'Oise en date du 04 juillet 2018 ;

Considérant que la modification n°5 du PLU, telle qu'elle est présentée est prête à être approuvée,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, telle que précisée dans la note explicative ;

- **DIT** que conformément aux articles R.153-20 et 21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

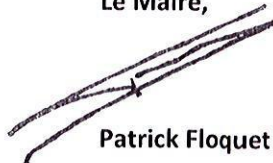
- **AJOUTE** que la présente délibération deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications ; après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus ;

- **CHARGE** Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Fait à Montmagny, le 13 décembre 2018
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Patrick Floquet

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20181214-DEL201812135-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018



CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2019
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Question n° 06

Objet : Lancement de la modification du Plan local d'urbanisme (PLU)

Le jeudi 27 juin 2019, à 21 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Montmagny, 10 rue du 11 Novembre 1918, en séance ordinaire, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire le 21 juin 2019, conformément aux articles L.2121-10 et 12 du Code général des collectivités territoriales.

Etaient présents :

Patrick FLOQUET, Maire,
François ROSE, Luc-Éric KRIEF, Karine FARGES, Jean-François BELLEC, Bakhta MAÏCHE, Jean-Pierre YETNA, Mourad AZZI, Jacqueline TRIVEILLOT, Mireille BENATTAR, Bernard MASSOT, Aline CONSTANTION, Albert BLONDEL, Jean-Luc LEROY, Marie-Noëlle CHARTIER-FLOTTERER, Yvette JEFFROY, Karima DJERRAR, Mylène FORELLI, René TAÏEB, Didier BOISSEAU, Franck CAPMARTY.

Etaient absents et avaient donné pouvoir :

Fabienne PINEL à Bakhta MAÏCHE ;
Seddik ALOUACHE à Karine FARGES ;
Régine PINERA à Mireille BENATTAR ;
Jan-Michaël KRIEF à Mylène FORELLI ;
Aaron ATTIAS à Patrick FLOQUET ;
El-Hanafi BELHADJ à François ROSE ;
Laurence MORISSET à Franck CAPMARTY,
Alain BOCCARA à René TAÏEB.

Etaient absents :

Carole VINCENT, Samia BOUYAHMED, Belkacem CHIKH, Amel CHARIKH.

Nombre de membres en exercice : **33**
Nombre de présents : **21**
Nombre de pouvoirs : **08**
Nombre de votants : **29**

Patrick FLOQUET, Maire, ouvre la séance à 21 heures.

Bernard MASSOT est nommé Secrétaire de séance à l'unanimité.

Patrick FLOQUET constate le quorum après l'appel nominal.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20190703-DEL2019270606-
DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2121-29 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-37 ;

Vu le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 décembre 2006, modifié à plusieurs reprises (le 21 décembre 2007, le 5 novembre 2009, le 28 juin 2012, le 28 février 2013, 13 décembre 2018) et a fait l'objet d'une révision simplifiée (le 28 novembre 2013). Le PLU a par ailleurs été mis à jour le 3 janvier 2017 pour tenir compte du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique du 20 juin 2016 ;

Considérant que la ville de Montmagny a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 21 décembre 2006 qui a été modifié à plusieurs reprises (le 20 décembre 2007, le 5 novembre 2009, le 28 juin 2012, le 13 décembre 2018) et a fait l'objet d'une révision simplifiée (le 28 novembre 2013). Le PLU a par ailleurs été mis à jour le 3 janvier 2017 pour tenir compte du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique du 20 juin 2016 ;

Considérant que le secteur sud de la commune a augmenté son attractivité avec l'arrivée de la nouvelle gare du TRAM 11, de la création de la pépinière d'entreprise et de locaux artisanaux ainsi que de l'investissement privé qui a permis de moderniser un certain nombre d'entreprises du Parc Technologique de Montmagny ;

Considérant que la Communauté d'agglomération Plaine Vallée (CAPV) a continué ses efforts et veut poursuivre le développement des activités économiques sur la commune. Elle a sollicité la ville, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, pour modifier ses règles d'urbanisme ;

Considérant que la modification proposée consiste à renforcer la constructibilité du secteur UI afin de faciliter l'implantation d'activités économiques diversifiées et qualitatives, en augmentant marginalement l'emprise au sol totale, passant de 60% de la surface du terrain (hors locaux techniques) à 75% de la surface du terrain (y compris les locaux techniques). Les implantations des constructions seront libres de contraintes pour les équipements publics ou d'intérêt collectif ;

Considérant que la ville souhaite aussi mettre à jour la liste des emplacements réservés pour tenir compte des équipements qui ont déjà été réalisés ;

Considérant que la modification consiste à supprimer un emplacement réservé dont l'équipement à vocation d'intérêt général a déjà été réalisé et achevé. Il s'agit de l'emplacement « H » pour l'aménagement d'un centre socioculturel rue des Lévriers ;

Considérant que la commune souhaite homogénéiser les règles de constructibilité pour des parcelles situées sur deux zonages différents en y appliquant le zonage des constructions existantes et limiter ainsi les projets de trop grande hauteur dans le quartier du centre-ville.

Considérant que la modification consiste en un changement du plan de zonage de plusieurs parcelles situées en UCv passant à un zonage UA, d'une superficie totale de 1 686 m² ;

Considérant que la commune souhaite, à travers cette modification, apporter une plus grande mixité de logement dans les quartiers situés en quartier prioritaire de la ville (QPV) ou à proximité ;

Procès-verbal de délibération en Conseil Municipal
095-219504271-20190703-DEL2019270606-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Considérant que la modification consiste en un changement mineur du plan de zonage du quartier des Carrières, passant d'une zone UG en zone UCv. Le règlement de la zone UC sera également modifié pour améliorer l'attractivité de cette zone. Ainsi, le calcul des retraits par rapport aux limites séparatives sera différent puisqu'il sera égal à la moitié de la hauteur de la façade du bâtiment, mesurée à l'égout du toit ou à l'acrotère avec un retrait minimum alors qu'aujourd'hui le calcul du retrait doit être égal à la hauteur du bâtiment, mesurée à l'égout du toit avec un retrait minimum ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité, par 24 voix pour, 2 voix contre (Franck CAPMARTY, Laurence MORISSET) et 3 abstentions (René TAÏEB, Didier BOISSEAU, Alain BOCCARA),

- **LANCE** une modification du Plan Local d'Urbanisme, sur les zones UI et UC, de supprimer un emplacement réservé et de modifier le plan de zonage dans le quartier des Carrières de la zone UG en UCv et du centre-ville de la zone UCv en UA conformément à la note explicative du règlement du PLU, jointe en annexe ;

- **DIT** que la concertation prendra la forme suivante :

- Mise à disposition du public au service Aménagement, Cadre de Ville, des principaux documents relatifs à la modification du PLU jusqu'à l'arrêt du dossier de P.L.U,
- Enquête publique pendant une durée d'un mois ;

- **PRECISE** que, conformément aux articles L. 132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notamment notifiée :

- au Préfet,
- aux Présidents du Conseil régional et du Conseil départemental du Val d'Oise,
- au Président de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée (CAPV),
- au représentant d'Ile-de-France Mobilités,
- aux Présidents des trois chambres consulaires,
- au président de l'établissement Ile-de-France Mobilité,
- au président du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France,
- au Président de l'agence des espaces verts de la région Ile-de-France,
- aux communes avoisinantes ;

- **SOULIGNE** que, conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une publication dans un journal régional et d'une publication au recueil des actes administratifs ;

- **CHARGE** Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Acte Certifié Exécutoire

Reçu en sous-Préfecture le 04/07/2019
 Publié le 04/07/2019
 Notifié le 04/07/2019
 Montmagny, le 04/07/2019

Le Maire,

Fait à Montmagny, le 27 juin 2019,
 Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick Floquet.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Accusé de réception en préfecture
 04/07/2019
 DE
 Date de réception : 04/07/2019
 Date de réception préfecture : 04/07/2019



CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUILLET 2020
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Objet : Approbation de la modification n°6 du Plan local d'urbanisme

Le jeudi 16 juillet 2020, à 18 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis à Salle des Fêtes, située place de la Division Leclerc, en séance ordinaire, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire le 10 juillet 2020, conformément aux articles L.2121-10 et 12 du Code général des collectivités territoriales.

Étaient présents :

Patrick FLOQUET, Maire,
François ROSE, Karine FARGES, Jean-Pierre YETNA, Marie-Noëlle FLOTERRER, Mourad AZZI, Bakhta MAÏCHE, Jean-Luc LEROY, Elvire TENO, Mustapha BAMBA, Colette LAMBERT, Jacqueline RAGOT, Mireille BENATTAR, Hervé MARTIN, Albert BLONDEL, Abdelaziz LALMI, Patricia EGASSE, Bernard NARBONI, Bernard LABORDE, Francine KANCEL, L'Houssain EL MAZOUZI, Maha GULFRAZ, Loganayagi VASANTE, Selva ANNAMALE, Soria MAÏCHE, Alain BOCCARA, Muriel BELLAÏCHE, Pascale ANDRIANASOLO, Franck CAPMARTY, Barbara EZELIS.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Philippe SIMEAU à Muriel BELLAÏCHE ;
Thierry MANSION à Alain BOCCARA ;
Karima DJERRAR à Barbara EZELIS.

Nombre de membres en exercice :	33
Nombre de présents :	30
Nombre de pouvoirs :	03
Nombre de votants :	33

Patrick FLOQUET, Maire, ouvre la séance à 18 heures.

Bernard NARBONI est nommé Secrétaire de séance à l'unanimité.

Patrick FLOQUET constate le quorum après l'appel nominal.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et suivants;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°D/2019/27.06/06 du 27 juin 2019 prescrivant la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU);

Vu l'arrêté du Maire n° AR/URBA/2019/02 en date du 1^{er} août 2019 soumettant à enquête publique le projet de modification n°6 du PLU, laquelle s'est déroulée du 02 septembre au 02 octobre 2019;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 31 octobre 2019 ;

Vu l'avis de la direction des territoires et de l'habitat du conseil départemental du Val d'Oise en date du 17 juillet 2019 ;

Vu l'avis favorable de la chambre de commerce et d'industrie du Val d'Oise en date du 29 juillet 2019 ;

Vu l'avis du Syndicat des eaux d'Ile-de-France en date du 12 août 2019 ;





Vu l'avis favorable de la commune de Pierrefitte-sur-Seine en date du 28 août 2019 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires en date du 30 août 2019 ;

Vu l'avis favorable de la communauté d'agglomération Plaine Vallée en date du 25 septembre 2019 ;

Considérant l'intérêt pour la commune de procéder à une telle modification ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et l'unanimité,

-  **APPROUVE** la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, telle que précisée dans la note explicative ci-jointe ;
-  **PRÉCISE** que conformément aux articles R.153-20 et 21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
-  **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus ;
-  **CHARGE** Monsieur le Maire, ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Acte Certifié Exécutoire

Reçu en sous-Préfecture le 21 JUL 2020
 Publié le 21 JUL 2020
 Notifié le 21 JUL 2020

Montmagny, le 21 JUL 2020
 Le Maire,



Fait à Montmagny, le 16 juillet 2020,
 Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick Floquet

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Accusé de réception en préfecture
 16-07-43-
 DE
 Date de télétransmission : 21/07/2020
 Date de réception préfecture : 21/07/2020

Arrêté n°2022-16933

Déclarant d'utilité publique, au profit de SNCF Réseau et du conseil départemental du Val d'Oise, le projet de suppression du passage à niveau n°4 (PN4), emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montmagny (95).

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des transports pour exonération de la SNCF à produire une déclaration de projet ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans le département ;

Vu le décret du 09 mars 2022 portant nomination de M. Philippe COURT en qualité de préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le bilan de la concertation préalable, organisée par SNCF Réseau, conformément à l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, qui s'est déroulée du 11 janvier au 11 mars 2017 ;

Vu la délibération n°5-05 du 24 septembre 2021 du conseil départemental du Val d'Oise autorisant la présidente à engager les procédures réglementaires en vue de l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) multi-attributaire du projet de SNCF Réseau, l'enquête visant à la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Montmagny et de l'enquête parcellaire nécessaire à la réalisation du projet ;

Vu la lettre conjointe de SNCF Réseau et du conseil départemental du Val-d'Oise en date du 25 août 2021 sollicitant du préfet du Val-d'Oise l'ouverture de l'enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de suppression du passage à niveau n°4 (PN4) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de Montmagny ;

Vu le dossier d'enquête publique, préalable à la déclaration d'utilité publique, élaboré en application des articles L.123-12 et R.123-8 du code de l'environnement, transmis par SNCF Réseau et le Conseil Départemental du Val-d'Oise ;

Vu le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Montmagny (95) rendue nécessaire par le projet de suppression du passage à niveau n°4 (PN4), transmis par SNCF Réseau et le Conseil Départemental du Val-d'Oise ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire, composé conformément aux dispositions de l'article R. 131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, transmis par SNCF Réseau et le Conseil Départemental du Val-d'Oise ;

Vu le plan local d'urbanisme de Deuil-la-Barre (95) ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 18 octobre 2021 ;

Vu l'avis délibéré de l'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) sur le projet de suppression du passage à niveau n°4 à Deuil-la-Barre et Montmagny, n°2019-125, adopté lors de la séance du 18 mars 2020 ;

Vu le mémoire en réponse établi par SNCF Réseau et le Conseil Départemental du Val d'Oise ;

Vu la décision n°MRAe IDF-2020-5373 du 26 mai 2020 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Ile-de-France dispensant, après examen au cas par cas, de réaliser une évaluation environnementale pour la mise en compatibilité du PLU de la commune de Montmagny avec le projet ;

Vu la décision n°E21000053/95 du tribunal administratif de Cergy-Pontoise en date du 23 septembre 2021 portant désignation du commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique unique ;

Vu l'enquête publique unique du projet d'aménagement dédié à la suppression du PN4, emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montmagny (95), qui s'est déroulée du vendredi 10 décembre 2021 au mercredi 19 janvier 2022 ;

Vu les insertions dans la presse (Le Parisien, La Gazette du Val d'Oise), respectivement le 24 novembre 2021 pour la première parution, et le 15 décembre 2021 pour la seconde ;

Vu l'affichage de l'avis de l'enquête sur les panneaux administratifs de la commune de Deuil-la-Barre, au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, certifié par le maire de Deuil-la-Barre le 24 février 2022 ;

Vu l'affichage de l'avis de l'enquête sur les panneaux administratifs de la commune de Montmagny, au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, certifié par le maire de Montmagny le 23 février 2022 ;

Vu le rapport rendu par le commissaire enquêteur le 1^{er} mars 2022 en main propre et par mail le 08 mars 2022 ;

Vu les conclusions favorables sans réserve rendues par le commissaire enquêteur le 1^{er} mars 2022 au titre de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu les conclusions favorables sans réserve rendues par le commissaire enquêteur le 1^{er} mars 2022 au titre de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Montmagny ;

Vu les conclusions favorables sans réserve rendues par le commissaire enquêteur le 1^{er} mars 2022 au titre de l'enquête parcellaire ;

Vu la délibération du conseil départemental du Val-d'Oise du 17 juin 2022 valant déclaration de projet ;

Vu la délibération de la commune de Montmagny n° DL2022-0704-03 du 07 avril 2022 sur le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montmagny, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur et le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ;

Considérant le caractère d'utilité publique du projet de suppression du passage à niveau n°4 (PN4) ;

Considérant que la déclaration d'utilité publique emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Montmagny ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : Est déclaré d'utilité publique, au profit de SNCF Réseau et du conseil départemental du Val-d'Oise, le projet de suppression du passage à niveau n°4 (PN4).

Un plan général des travaux est annexé au présent arrêté.

Conformément à l'article L.122-1 du code de l'expropriation, le document joint en annexe 1 au présent arrêté, expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ;

Article 2 : La présente déclaration publique emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU de la commune de Montmagny (95).

Article 3 : Conformément à l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, les mesures destinées à éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu être évités et, lorsque cela est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être évités ni suffisamment réduits figurent en annexe 2 du présent arrêté et sont à la charge des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique.

L'annexe précise également les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine.

Article 4 : SNCF Réseau et le conseil départemental du Val d'Oise sont autorisés à acquérir, dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les emprises nécessaires à la réalisation du projet de suppression du passage à niveau n°4 (PN4).

Ce délai pourra être prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 123-17 du code de l'environnement.

Article 5 : Les personnes concernées peuvent contester la légalité de cet arrêté et saisir le tribunal administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa publication.

Elles peuvent également, au préalable dans ce même délai, saisir l'autorité préfectorale d'un recours gracieux. Cette demande prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme de deux mois, le silence de l'autorité préfectorale vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>) ».

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les deux mairies concernées par le projet. L'accomplissement de cette mesure incombera aux maires et sera certifié par eux.

Article 7 : Le directeur départemental des territoires, le secrétaire général de la préfecture, SNCF Réseau et le conseil départemental du Val-d'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture du Val-d'Oise.

Cergy-Pontoise, 27 JUIN 2022

Le préfet


Philippe COURT



ARRÊTÉ DU MAIRE N°URBA/2023/08

Portant mise à jour du plan local d'urbanisme (secteur d'information sur les sols)

Le Maire de la commune de Montmagny,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.556-2, L.125-6 et L.125-7, R.125-41 à R.125-47 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles R.153-18 et R.151-53 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IC-23-031 portant création d'un secteur d'information sur les sols (SIS) sur la commune Montmagny ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé 21 décembre 2006, modifié le 21 décembre 2007, mis en révision le 3 juillet 2008, modifié les 5 novembre 2009, 28 juin 2012, 28 février 2013, mise en révision simplifiée le 28 novembre 2012, modifié les 13 décembre 2018 et 16 juillet 2020 ;

Vu la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Montmagny avec l'arrêté préfectoral n°2022-1693 déclarant d'utilité publique la suppression du passage à niveau n°4, au profit de la SNCF, en date du 27 juin 2022 ;

Vu les documents transmis par monsieur le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise en date du 10 mai 2023 ;

Considérant que l'article R.151-53 du code de l'urbanisme prévoit que les secteurs d'information sur les sols (SIS) sont annexés au PLU ;

Considérant que le plan local d'urbanisme de la commune doit être mis à jour ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le plan local d'urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, ont été reportés dans les annexes du document :

- l'arrêté préfectoral, portant création du secteur d'information sur les sols,
- ainsi que les documents délimitant le périmètre de secteur d'information des sols.

Article 2 :

Le dossier de mise à jour du PLU est tenu à la disposition du public en mairie (10 rue du Onze Novembre 1918) et sur le site internet de la commune (<https://www.villedemontmagny.fr/Mairie/publications-dematerialisees/urbanisme>).

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20230606-A-URBA-2023-08-AR
Date de télétransmission : 07/06/2023
Date de réception préfecture : 07/06/2023

Article 4 :

Copies du présent arrêté et des documents délimitant le périmètre du secteur d'information des sols seront adressées :

- 1) au préfet du Val-d'Oise (DCL/BCAU),
- 2) au sous-préfet de l'arrondissement de Sarcelles,
- 3) au directeur départemental des territoires :
 - service de l'urbanisme, de l'aménagement et du développement durable (SUAD/PU),
 - service de l'aménagement territorial (SAT)

Article 5 :

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de son affichage. Cette juridiction peut être saisie directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles sur <https://www.telerecours.fr>).

Fait à Montmagny, le 06 juin 2023

Le Maire,



Patrick FLOQUET

Transmis à la préfecture du Val d'Oise le 7 JUIN 2023
Publié ou affiché le 7 JUIN 2023
Notifié le 7 JUIN 2023
Certifié exécutoire le 7 JUIN 2023

En application de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales



Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20230606-A-URBA-2023-08-AR
Date de télétransmission : 07/06/2023
Date de réception préfecture : 07/06/2023